



## COMMISSION EUROPÉENNE

Bruxelles, 14.3.2019  
C(2019) 2182 final

1970 Wezembeek-Oppem  
Belgique

### **DECISION DE LA COMMISSION EUROPEENNE CONFORMEMENT A L'ARTICLE 4 DES REGLES DE MISE EN ŒUVRE DU REGLEMENT (CE) N° 1049/2001<sup>1</sup>**

**Objet:           votre demande confirmative d'accès à des documents au titre du  
règlement (CE) n° 1049/2001 – GESTDEM 2018/5227**

Monsieur,

Je me réfère à votre lettre du 21 décembre 2018, enregistré le 23 décembre 2018, par laquelle vous introduisez une demande confirmative conformément à l'article 7, paragraphe 2, du règlement (CE) n° 1049/2001 relatif à l'accès du public aux documents du Parlement européen, du Conseil et de la Commission<sup>2</sup> (ci-après le « règlement (CE) n° 1049/2001 »).

#### **1. OBJET DE VOTRE DEMANDE**

Par votre demande initiale du 4 Octobre 2018, adressée au Service juridique, vous avez demandé l'accès aux observations déposées par la Commission et par la République française dans l'affaire C-416/17<sup>3</sup>.

La Commission européenne a identifié les documents suivants qui correspondent à votre demande :

- La requête déposée par la Commission européenne, Ares(2017)3442770 (ci-après «document 1»);

---

<sup>1</sup> Journal officiel L 345 du 29.12.2001, p. 94.

<sup>2</sup> Journal officiel L 145 du 31.5.2001, p. 43.

<sup>3</sup> Arrêt de la Cour de justice du 4 octobre 2018, *Commission européenne/République française*, C-416/17, ECLI:EU:C:2018:811.

- Le mémoire en réplique déposé par la Commission européenne, Ares(2018)2414489 (ci-après «document 2»);
- Le mémoire en défense déposé par la République française, Ares(2017)4833537 (ci-après «document 3»);
- Le mémoire en duplique déposé par la République française, Ares(2018)56847 (ci-après «document 4»).

Dans sa réponse initiale du 19 décembre 2018, le Service juridique a octroyé un accès intégral aux documents 1 et 2. Le Service juridique a cependant refusé l'accès aux documents 3 et 4 sur base des exceptions prévues à l'article 4, paragraphe 2, deuxième et troisième tirets du règlement (CE) n° 1049/2000, à la suite de la consultation des autorités françaises, conformément à l'article 4, paragraphes 4 et 5 du règlement (CE) n° 1049/2001.

Par votre demande confirmative, vous sollicitez un réexamen de cette position.

## **2. ÉVALUATION ET CONCLUSIONS AU TITRE DU REGLEMENT (CE) N° 1049/2001**

Lors de l'évaluation d'une demande confirmative d'accès à des documents introduite conformément au règlement (CE) n° 1049/2001, le Secrétariat général procède à un nouvel examen de la réponse donnée par la direction générale compétente au stade initial.

### **2.1. Consultation des autorités françaises**

Les documents demandés émanent des autorités françaises. L'article 4, paragraphe 4, du règlement (CE) n° 1049/2001 dispose que « dans le cas de documents de tiers, l'institution consulte le tiers afin de déterminer si une exception prévue au paragraphe 1 ou 2 est d'application, à moins qu'il ne soit clair que le document doit ou ne doit pas être divulgué ». En vertu de l'article 4, paragraphe 5, règlement (CE) n° 1049/2001, « un État membre peut demander à une institution de ne pas divulguer un document émanant de cet État sans l'accord préalable de celui-ci ».

Conformément aux dispositions de l'article 4, paragraphes 4 et 5, du règlement (CE) n° 1049/2001 et en vue de prendre en compte les arguments avancés dans votre demande confirmative, une nouvelle consultation des autorités françaises, en tant que tiers, a été engagée par le Secrétariat général au stade de la demande confirmative.

Dans le cadre de celle-ci, les autorités françaises ont marqué leur accord avec une divulgation partielle des documents en question, sur le fondement de l'exception prévue à l'article 4, paragraphe 2, deuxième tiret du règlement (CE) n° 1049/2001, relative à la protection des procédures juridictionnelles et des avis juridiques.

Les autorités françaises ont indiqué que la divulgation de l'intégralité des documents demandés porterait atteinte aux contentieux respectifs qui sont toujours pendants devant les juridictions nationales, à savoir :

- d'une part, les contentieux relatifs aux demandes de remboursement d'impositions acquittées au titre du précompte mobilier ou de l'impôt sur les sociétés ; et
- d'autre part, les recours en responsabilité introduits à la suite de la clôture de certains litiges, dans lesquels les demandes de restitution de précompte des requérants ont été définitivement rejetées par les juridictions nationales.

Au total, plus de 30 affaires sont en effet pendantes à ce jour devant les juridictions françaises.

À cet égard, les autorités françaises ont indiqué que les documents sollicités ont un lien étroit avec ces procédures nationales, en ce que des griefs discutés devant la Cour de justice seront au cœur des procédures nationales pendantes, notamment la prise en compte de l'imposition acquittée par les sous-filiales (1<sup>er</sup> grief) et les preuves de ces impositions que l'administration peut exiger des sociétés requérantes (2<sup>ème</sup> grief).

En effet, dans l'ensemble des dossiers pendants devant les juges du fond ou dans le cadre des recours en responsabilité de l'État, les sociétés doivent désormais chiffrer leurs prétentions à la lumière des principes posés par la Cour de justice dans son arrêt du 4 octobre 2018 en établissant le niveau d'imposition, supporté soit au niveau de la filiale communautaire distributrice de premier rang, soit au niveau des sous-filiales communautaires, des bénéfices dont la redistribution a donné lieu au paiement du précompte en litige.

## **2.2. Appréciation de la Commission européenne - Vérification à première vue des motifs de refus avancés par la République française**

Après avoir procédé à une analyse à première vue des arguments avancés par les autorités françaises, conformément à la jurisprudence de la Cour de Justice et du Tribunal de l'Union européenne<sup>4</sup>, j'en suis arrivé à la conclusion qu'ils justifient la non-divulgaration de certaines parties des documents concernés, lesquelles doivent être protégées par les exceptions prévues à l'article 4, paragraphe 2, deuxième tiret relative à la protection des procédures juridictionnelles et des avis juridiques ainsi que l'article 4, paragraphe 1, point b) relative la protection de la vie privée et de l'intégrité de l'individu du règlement (CE) n°1049/2001, pour les raisons exposées ci-après.

### *2.2.1. Protection des procédures juridictionnelles et des avis juridiques*

L'article 4, paragraphe 2, deuxième tiret du règlement (CE) n° 1049/2001 prévoit que [l]es institutions refusent l'accès à un document dans le cas où sa divulgation porterait atteinte à la protection des procédures juridictionnelles et des avis juridiques.

---

<sup>4</sup> Arrêt du Tribunal du 5 avril 2017, *France / Commission*, T-344/15, EU:T:2017:250, paragraphes 37 à 58.

Dans l'arrêt C-514/07, la Cour de justice a établi que « il ne saurait être exclu que [...] la divulgation de mémoires concernant une procédure juridictionnelle clôturée, mais liée à une autre procédure encore pendante, puisse donner lieu à un risque d'atteinte à cette dernière procédure, notamment lorsque les parties à celle-ci ne sont pas les mêmes que celles à la procédure clôturée. [...] Toutefois, un tel risque dépend de plusieurs facteurs, dont notamment le degré de similitude entre les arguments avancés dans les deux procédures. »<sup>5</sup>

Or, en l'espèce, dans le cadre des procédures nationales en cours, le gouvernement français entend avancer des arguments similaires à ceux dont il s'est prévalu dans le cadre de l'affaire C-416/17 car les griefs discutés devant la Cour de justice sont au cœur des procédures nationales pendantes, notamment la prise en compte de l'imposition acquittée par les sous-filiales (1<sup>er</sup> grief) et les preuves de ces impositions que l'administration peut exiger des sociétés requérantes (2<sup>ème</sup> grief).

Par conséquent, il semble exister un lien étroit entre l'affaire C-416/17, dans lequel les mémoires ont été déposés, et les procédures nationales en cours. Dès lors, il en résulte un risque raisonnablement prévisible et non-hypothétique que la divulgation intégrale de documents en cause porterait atteinte aux procédures nationales en cours.

Enfin, la divulgation intégrale de documents concernés serait susceptible de fausser l'équilibre indispensable entre les parties dans les procédures nationales en cours, équilibre qui est à la base du principe d'égalité des armes, dans la mesure où seules les autorités françaises concernées par la présente demande d'accès à des documents, et non l'ensemble des parties à la procédure, seraient soumises à l'obligation de divulgation de ses arguments. Or, selon la jurisprudence de la Cour de justice « la protection de ces procédures implique, notamment, que soit assuré le respect des principes de l'égalité des armes ».<sup>6</sup>

Eu égard aux considérations qui précèdent, les documents 3 et 4 ne peuvent être que partiellement divulgués.

En ce qui concerne passages occultés des documents 3 et 4, j'ai le regret de vous informer que je dois confirmer la décision initiale du Service juridique de refuser l'accès, sur base de l'exception visée à l'article 4, paragraphe 2, deuxième tiret du règlement (CE) n° 1049/2001 relative à la protection des procédures juridictionnelles et des avis juridiques. Les parties non-divulguées reflètent les arguments avancés par les autorités françaises dans le cadre des 1<sup>er</sup> et 2<sup>ème</sup> griefs discutés devant la Cour de justice.

---

<sup>5</sup> Arrêt de la Cour de justice du 21 septembre 2010, *Suède e.a. / API et Commission*, C-514/07 P, ECLI:EU:C:2010:541, paragraphes 132 et 133.

<sup>6</sup> Ibid., paragraphe 85.

### 2.2.2. Protection de la vie privée et de l'intégrité de l'individu

L'article 4, paragraphe 1, point b) du règlement (CE) n° 1049/2001 dispose que « [l]es institutions refusent l'accès à un document dans le cas où la divulgation porterait atteinte à la protection (...) de la vie privée et de l'intégrité de l'individu, notamment en conformité avec la législation communautaire relative à la protection des données à caractère personnel ».

Conformément à la jurisprudence *Bavarian Lager*<sup>7</sup>, lorsqu'une demande fondée sur le règlement (CE) n° 1049/2001 vise à obtenir l'accès à des documents comprenant des données à caractère personnel, les dispositions du règlement (CE) n° 45/2001<sup>8</sup> (abrogé par le règlement (UE) n° 2018/1725<sup>9</sup>) deviennent intégralement applicables.

Selon la définition de l'article 3, paragraphe 1 du règlement (UE) n° 2018/1725, on entend par « "données à caractère personnel" : toute information se rapportant à une personne physique identifiée ou identifiable [...] ; est réputée être une « personne physique identifiable » une personne physique qui peut être identifiée, directement ou indirectement, notamment par référence à un identifiant, tel qu'un nom, un numéro d'identification, des données de localisation, un identifiant en ligne, ou à un ou plusieurs éléments spécifiques propres à son identité physique, physiologique, génétique, psychique, économique, culturelle ou sociale ».

En l'espèce, les documents auxquels vous demandez accès contiennent des signatures des agents du gouvernement français. Ces données biométriques constituent incontestablement des données à caractère personnel au sens de la jurisprudence susmentionnée.

Conformément à l'article 9, paragraphe 1 du règlement (UE) n° 2018/1725, les données à caractère personnel ne peuvent être transférées que si «

- a) le destinataire établit que les données sont nécessaires à l'exécution d'une mission d'intérêt public ou relevant de l'exercice de l'autorité publique dont est investi le destinataire ; ou
- b) le destinataire établit qu'il est nécessaire que ces données soient transmises dans un but spécifique d'intérêt public et le responsable du traitement établit, s'il existe des raisons de penser que cette transmission pourrait porter atteinte aux intérêts légitimes de la personne concernée, qu'il est proportionné de transmettre les données à caractère personnel à cette fin précise, après avoir mis en balance, d'une manière vérifiable, les divers intérêts concurrents. »

<sup>7</sup> Arrêt de la Cour de justice du 29 juin 2010, *Commission / Bavarian Lager*, C- 28/08 P, EU:C:2010:378, paragraphes 60 et 63.

<sup>8</sup> Règlement (CE) n° 45/2001 du 18 décembre 2000 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel par les institutions et organes communautaires et à la libre circulation de ces données, Journal officiel L 8 du 12.1.2001, p. 1.

<sup>9</sup> Règlement (UE) 2018/1725 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2018 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel par les institutions, organes et organismes de l'Union et à la libre circulation de ces données, et abrogeant le règlement (CE) n° 45/2001 et la décision n° 1247/2002/CE, Journal officiel L 295 du 21.11.2018, p. 39.

Ces deux conditions sont cumulatives.<sup>10</sup>

Or, votre demande confirmative ne présente aucune justification expresse et légitime ni aucun argument qui tendrait à démontrer la nécessité du transfert des données personnelles susmentionnées conformément à la jurisprudence *Bavarian Lager*. Par conséquent la Commission européenne n'est pas en mesure de mettre en balance les différents intérêts des parties en cause, ni de vérifier s'il n'existait aucune raison de penser que ce transfert pourrait porter atteinte aux intérêts légitimes des personnes concernées, comme le prescrit l'article 9, paragraphe 1, point b) du règlement (UE) n° 2018/1725.

Le fait que, contrairement aux exceptions prévues à l'article 4, paragraphes 2 et 3, l'article 4, paragraphe 1, point b), du règlement (CE) n° 1049/2001 constitue une exception absolue qui n'oblige pas l'institution concernée à mettre en balance l'intérêt protégé par rapport à un éventuel intérêt public supérieur justifiant la divulgation en question ne fait que renforcer cette conclusion.

J'en conclus que les données biométriques contenus dans les documents auxquels vous demandez accès sont également protégés sur base de l'exception prévue à l'article 4, paragraphe 1, point b) du règlement (CE) n° 1049/2001.

### **3. L'INTERET PUBLIC SUPERIEUR JUSTIFIANT LA DIVULGATION DES DOCUMENTS**

L'exception visée à l'article 4, paragraphe 2, deuxième tiret (la protection des procédures juridictionnelles et des avis juridiques) du règlement (CE) n° 1049/2001 ne s'applique pas s'il existe un intérêt public supérieur justifiant la divulgation des documents. Cet intérêt doit, premièrement, être public et, deuxièmement, l'emporter sur le préjudice causé par la divulgation.

Dans votre demande confirmative, vous ne présentez aucun argument démontrant l'existence d'un intérêt public supérieur justifiant la divulgation de documents demandés.

Je n'ai pas non plus été en mesure d'identifier un tel intérêt public supérieur capable de primer sur la protection des procédures juridictionnelles et des avis juridiques consacrée par l'article 4, paragraphe 2, deuxième tiret du règlement (CE) n° 1049/2001.

### **4. ACCES PARTIEL**

Conformément à l'article 4, paragraphe 6, du règlement (CE) n° 1049/2001, un accès partiel a été accordé. Les parties qui restent non divulguées sont protégées sur base de l'exception de l'article 4, paragraphe 2, deuxième tiret relative à la protection des procédures juridictionnelles et des avis juridiques, ainsi que l'article 4, paragraphe 1, point b) relative la protection de la vie privée et de l'intégrité de l'individu du règlement (CE) n° 1049/2001, pour les raisons exposées ci-dessus.

---

<sup>10</sup> Arrêt dans l'affaire *Commission / Bavarian Lager*, cité ci-dessus, paragraphes 77-78.

## 5. VOIES DE RECOURS

Enfin, j'appelle votre attention sur les voies de recours dont vous disposez contre la présente décision. Vous pouvez former un recours devant le Tribunal de l'Union européenne ou déposer une plainte auprès du Médiateur européen, selon les conditions exposées respectivement aux articles 263 et 228 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne.

Je vous prie de croire, Monsieur, à l'assurance de ma considération distinguée.



*Pour la Commission*  
*Martin SELMAYR*  
*Secrétaire général*

Annexes: (2)